Dr Christian RACOVSKI

Vers l'Entente Balkanique !

Extrait de la " REVUE DE LA PAIX "
Décembre 1908

Vers l'Entente Balkanique !

(sur place)

FLM. 8° 0056

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 653 985

1282-881

Au camarade
Jean Longuet
l'auteur amica[lement]
CR

Dr Christian RACOVSKI

Vers l'Entente Balkanique !

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Extrait de la " REVUE DE LA PAIX "
Décembre 1908

Vers l'Entente Balkanique!

I

En étudiant l'histoire des États balkaniques, on est frappé de l'incohérence et des contradictions de leur politique extérieure. Peut-être serait-il même plus juste de dire qu'ils n'en ont aucune, tellement cette dernière est instable et peu en rapport avec les intérêts vitaux et permanents des peuples.

Si on observe chez certains de ces États quelque continuité dans leurs relations extérieures celle-ci n'est faite bien souvent que par l'abdication de leur propre volonté. C'est le cas, par exemple, de la Roumanie. Pour avoir adhéré à la politique de la Triple Alliance et plus particulièrement pour avoir conclu une convention militaire avec l'Autriche, la Roumanie fut amenée à trahir ses propres intérêts. Elle a dû tolérer, après une protestation platonique, que l'Autriche et la Hongrie établissent, contrairement au traité de Berlin, une sorte de monopole sur la navigation du Haut-Danube, en chargeant de taxes prohibitives les navires au passage des Portes de fer. Ce n'est pas tout. Elle fut forcée de conclure des traités commerciaux défavorables à son agriculture. D'autre part, quelle preuve plus attristante de manque d'une politique indépendante que celle donnée par les délégués roumains à la Conférence de La Haye, qui votèrent *contre* l'arbitrage obligatoire entre les nations ! Pourtant si quelqu'un a besoin de l'introduction de plus d'équité dans les relations internationales, ce sont les petits États et particulièrement la Roumanie. Il ne faut pas oublier que 3 ou 4 millions des Roumains se trouvent sous la domination autrichienne, hongroise et russe et que tout affaiblissement du militarisme dans ces pays se traduirait par une plus grande liberté pour les opprimés.

Mais si le devoir *national* de la Roumanie était de voter *pour* l'ar-

bitrage obligatoire, ses engagements diplomatiques la mettaient à la remorque de l'Allemagne et de l'Autriche,la forçaient de voter *contre*, car elles aussi se sont déclarées opposées à ce principe.

Les autres pays balkaniques produisent la même impression d'impuissance et de désarroi. Leurs seules ambitions et leurs seuls moyens de salut paraissent avoir été jusqu'à présent de devenir les clients de telle ou telle grande puissance : la Russie et l'Autriche principalement. C'est pour cela que nous avons assisté à un spectacle affligeant pendant les derniers événements d'Orient : La Bulgarie jouant le rôle d'instrument aveugle dans les mains de la diplomatie autrichienne. Les Serbes implorant, par des manifestations bruyantes et des missions spéciales, le secours de la Russie contre l'annexion de la Bosnie et l'Herzégovine, promises et données depuis longtemps par la Russie à l'Autriche. La foule de Constantinople allant faire des ovations devant les ambassades des puissances, ovations regrettées ensuite, en apprenant que la tâche de la Conférence projetée serait d'*enregistrer* les faits accomplis. Les Grecs exprimant leurs sentiments de solidarité aux turcs... en proclamant l'annexion de la Crête à la Grèce. Enfin les Roumains, réveillés un peu de leur torpeur par le remous général qui se faisait autour d'eux, commencèrent à protester contre la tutelle pesante qu'exerce l'Autriche sur eux plaçant leur espoir, pour les sortir de cet état de choses, en les « frères italiens ».

C'est du reste la tactique de tous les peuples balkaniques. Non seulement ils ne cherchent pas à s'appuyer l'un sur l'autre, mais au contraire ils appellent les étrangers pour les aider dans leurs guerres intestines. Le fait dominant de leurs rapports mutuels depuis longtemps c'est la méfiance et la haine. S'ils ne sont pas en conflit ouvert, comme c'est le cas aujourd'hui entre la Grèce et la Roumanie dont les relations diplomatiques sont toujours interrompues, comme c'était autrefois le cas entre la Bulgarie et la Roumanie, entre la Bulgarie et la Serbie, leurs rapports sont toujours tendus. Les assurances cordiales que leurs souverains se donnent dans leurs discours de trône sont soit bon jeu, soit des phrases banales. En réalité ils se jalousent et s'épuisent en luttes stériles et égoïstes, consommant ainsi leur propre ruine. Et c'est un peu leur histoire que symbolise le sanglant tableau de l'Orient barbare, quand les potentats, pour punir plus cruellement des épouses infidèles, ordonnaient qu'on mît des chats dans les sacs dans lesquels on devait les noyer. Quand, plus tard, on retirait ce

lugubre attirail du fond de la mer, on trouvait que les chats, tout en se noyant, avaient réussi à s'entredéchirer.

II

Les conséquences d'une telle politique ne peuvent être, en effet, qu'extrêmement funestes pour les peuples balkaniques. Leurs gouvernements, la veille de quelque emprunt ou autre circonstance, publient des rapports élogieux sur les progrès accomplis par leurs pays, mais ils ne parlent jamais de la distance que leurs pays doivent parcourir pour atteindre le niveau des États modernes. Encore moins parlent-ils des progrès que les peuples balkaniques auraient accomplis si leur initiative n'était pas paralysée par la crainte et l'incertitude des lendemains et si leurs ressources n'étaient pas taries par un militarisme insatiable.

Depuis longtemps déjà, Von der Goltze avait nommé la Turquie comme le plus militariste des États contemporains. Sur une population de 12 à 15 millions soumise au service militaire, (il ne faut pas oublier que les chrétiens en sont exempts) l'effectif de paix de la Turquie monte à 300.000 hommes. Sur un budget de 120 millions en moyenne la Bulgarie dépense pour son armée 30 millions, c'est-à-dire le quart. Ici n'entrent pas, bien entendu, les crédits extraordinaires qui, pendant certaines années — rechange d'armement et complétement des munitions et des équipements — ont monté à 50 millions. La Roumanie dépense, pour son armée, 40 à 45 millions par an. Dans l'espace de 23 ans, de 1883 à 1906, elle a dépensé un total de 970 millions de francs, non compris les crédits extraordinaires et le coût des fortifications. Pour juger ce que ces dernières ont coûté au pays, il suffit de dire que les fortifications de Bucarest sont inscrites au budget des biens nationaux pour 112 millions. La Grèce s'épuise à construire des cuirassés qui, en temps de guerre, manquent de charbon et de munitions.

On peut juger de l'effet désastreux de cette politique militariste sur la situation intérieure des peuples balkaniques, par l'état déplorable de leurs finances. On sait qu'en Turquie, en Grèce (qui ont à plusieurs reprises déclaré faillite) et en partie en Serbie et en Bulgarie fonction-

nent des commissions internationales de contrôle représentant les créanciers étrangers de ces pays.

Elles veillent au paiement régulier des intérêts qui leur sont dus. La Roumanie — dont un tiers du budget (80 millions de francs sur 240) est consacré aux annuités de sa dette publique — n'a échappé à la faillite et au contrôle international qu'en surchargeant la population avec des impôts exorbitants, en transformant en monopole d'État la production et la vente du tabac, des allumettes, du papier à cigarette, de la poudre de chasse, des jeux de cartes, du sel et enfin des livres et manuels affectés aux élèves des écoles primaires et en frappant avec des accises énormes tous les articles de première nécessité : pétrole, sucre, huiles, vins, bière, etc.

Est-il étonnant, après cela, que tous ces pays manquent d'écoles, de routes carrossables, de canaux, d'hôpitaux? L'ignorance, la misère et la mortalité ravagent les villes et la campagne.

L'état pitoyable de la Turquie est connu de tous. Tous ont entendu parler de l'aspect repoussant des villes, y compris la capitale de l'empire, la plus belle ville au monde par sa situation et la plus mal entretenue. La Bulgarie, après trente années d'existence indépendante, n'a pas encore un chemin de fer transbalkanien et ceux qui, pour se rendre du Nord au Sud, ne voudraient pas faire le détour immense par Sofia, doivent passer les Balkans encore à la mode antique à dos de mulets ou sur des charrettes péniblement tirées sur l'unique route nationale construite à l'époque de Midhad Pacha. En visitant ces pays on est étonné de l'état d'isolement absolu dans lequel ils vivent l'un par rapport à l'autre. Ainsi, pour la Bulgarie et la Roumanie, dont la moitié des frontières sont communes, il n'y a pas une seule ligne de chemin de fer qui les unisse. D'autre part, si le traité de Berlin n'avait pas obligé la Serbie, la Bulgarie et la Turquie à construire, sur leurs territoires, des tronçons de la grande ligne Paris-Constantinople, ils seraient restés, peut-être jusqu'à présent, sans autre grande voie de communication que le Danube et la Mer Noire.

L'état arriéré de la culture intellectuelle de tous ces pays éclate par le nombre immense des illettrés : De 75 0/0 en Bulgarie ils arrivent au chiffre incroyable mais pourtant réel de 86 0/0 à 88 0/0 en Roumanie. Sur 2,832,558 enfants de ce pays à l'âge de l'école en 1904-1905, il n'y en avait que 706.508 qui suivaient les cours, tandis que le reste, 2.126.030, ne possédait aucune instruction. Faut il ajouter encore que

de ceux qui suivaient les cours il n'y a qu'une partie absolument insignifiante qui arrive au terme des cinq classes primitives. Quant à la misère physique et morale du peuple roumain, il suffit de dire que, d'après les constatations officielles, le budget d'une *famille* paysanne roumaine est de 0 fr. 45 à 0 fr. 50 et que 48 0/0 des enfants de bas étage à la campagne meurent avant l'âge de 7 ans et que dans les villes 25 0/0 des enfants nés sont illégitimes.

D'ailleurs, c'est un fait connu et général pour tous les pays balkaniques qu'ils sont à la merci d'une sécheresse ou d'une inondation et qu'une mauvaise récolte pour eux c'est la famine et la crise économique et financière. Et ce n'était pas un des aveux moins insignifiants que celui fait par le représentant de la Bulgarie à Paris qui en énumérant devant un rédacteur les causes qui exigent une solution rapide au conflit turco-bulgare mettait en premier lieu la mévente du blé bulgare à la suite de l'encombrement des voies et des bruits de guerre. La mévente du raisin et de l'huile d'olive en Grèce et des prunes et bestiaux en Serbie ont la même portée. Combien funeste et ridicule paraît cette politique qui esquisse des gestes vers la conquête de Constantinople, le rétablissement de l'empire des Empereurs de la Bysance ou de cral Duschan pour reconnaître ensuite sa complète faillite et impuissance !

III

Pourtant quelle redoutable force de progrès politique et économique auraient constituée les États balkaniques, s'ils avaient combiné leurs efforts vers un but commun ? Une confédération, où entreraient la Turquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro, aurait eu pour première conséquence de donner à tous ces peuples cette certitude dans leur existence qui leur manque aujourd'hui. Avec infiniment moins de dépenses, une telle confédération assurerait la défense de leurs territoires, provoquerait parmi eux une activité commerciale et économique très intense, et faciliterait ainsi l'essor de leurs forces productives. Il n'y a pas une seule contrée en Europe qui présente des conditions naturelles aussi favorables pour un développement industriel et agricole que la Péninsule Balkanique et l'Asie Mineure.

Les riches sources pétrolifères des Carpathes, les innombrables mines de charbons des Balkans, en Serbie, en Asie Mineure, les minerais et les carrières de marbres de Rhodope, de Pinde et de Laurium, tout y est pour permettre à une industrie nationale de prendre naissance et de prospérer.

L'étonnante fertilité du sol des Plaines Danubiennes, de la Thrace, de la Macédoine « qui surpasse en bonté les plus riches plaines de la Sicile », de Thessalie, fait de ce coin un véritable grenier de l'Europe. En dehors des céréales, ces pays se prêtent à la culture de toutes les plantes industrielles: le colza et le lin en Roumanie, les roses en Bulgarie du Sud et l'Asie Mineure, le riz, le coton, le tabac en Bulgarie du Sud et en Macédoine, la vigne et l'olivier en Grèce. Les gras pâturages, au pied des montagnes, permettent l'élevage d'innombrables troupeaux de bétail, grand et petit. Le Danube, la Mer Noire, la Méditerranée et l'Océan Indien qui enlacent ces pays de tous les côtés en formant de nombreux golfes, permettent une communication facile et permanente avec les trois grands continents.

Du reste, la Péninsule Balkanique, avec l'Asie Mineure et la Péninsule d'Arabie, constitue comme un nœud reliant l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Quel autre aspect auraient tous ces pays, autrefois berceau et foyer de plusieurs civilisations et maintenant désolés, et appauvris, si un régime de paix et de liberté permettait à ses habitants d'appliquer leur génie à leur organisation intérieure, politique et économique. Et tout ceci ne dépend que des peuples balkaniques, de la conscience de leurs intérêts du degré de leur sagesse politique.

Dans une telle patrie commune, comme l'aurait été une confédération balkanique, il y aurait de la place et de la liberté pour tous.... Mais alors on peut se demander quelles causes ont pu empêcher jusqu'à présent la réalisation d'une pareille idée ?

Il serait puéril d'expliquer cette attitude des peuples balkaniques par un malentendu qu'il suffirait de dissiper pour que tout rentre dans l'ordre. La vie de l'humanité est guidée par des forces inéluctables qui détruisent ou raffermissent des États et des peuples sans se guider de nos considérations humanitaires. Mais c'est en étudiant le jeu de ces forces sur la Péninsule Balkanique que nous nous croyons en droit d'affirmer la possibilité proche d'une confédération balkanique. Il y a quelque temps un tel optimisme n'était pas justifié. Les conditions d'alors se prêtant très peu pour la réalisation d'une telle idée, on pou-

vait la traiter de chimère. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Nous ne disons pas qu'elle sera réalisée demain, mais que le moment est arrivé quand elle cesse d'être un vœu d'idéologue, pour devenir le mot d'ordre des groupes et des partis politiques. Ainsi c'est le pas le plus considérable qui est fait. Ceci ressortira après l'exposé que nous ferons des causes historiques qui ont tenu jusqu'à présent en échec l'idée d'une confédération balkanique.

IV

La première, et incontestablement la principale cause de lutte dans les Balkans, fut le désir des peuples opprimés de reconquérir leur liberté et leur indépendance. Pour cela ils avaient à lutter non seulement contre la domination des sultans, mais encore contre celle du clergé grec.

Un fait important, dont l'ignorance rend incompréhensibles les combats sanglants entre bandes bulgares, grecques et autres dont la Macédoine était le théâtre, se passa après la conquête de Constantinople par les Turcs. Nous voulons parler de l'extension du pouvoir, purement nominal jusqu'alors, du patriarche grec, sur tous les pays du rite orthodoxe en Orient. Au commencement du XIX[e] siècle nous nous trouvons en présence d'une oligarchie byzantine, cupide et corrompue dont le siège était à Phanar, à Constantinople, à côté du Patriarche. Composée d'anciennes familles byzantines ou des parvenus, que des services particuliers rendus aux pachas turcs ont mis en évidence, cette oligarchie, corrompue et cupide, était devenue la maîtresse de toute la chrétienté de la péninsule balkanique. Elle avait étendu son pouvoir jusqu'à Boukovine, Transilvanie et Russie du Sud. Églises, couvents, tout était dans ses mains. Les sièges du pope des derniers villages, comme celui de l'évêque, étaient mis à l'encan et adjugés au plus offrant. Une nuée de moines grecs, dont la pépinière principale fut les monts d'Athos, avaient envahi les villes et les villages, soumettant les malheureuses populations à une coupe réglée. Le service divin était fait en l'ancien grec, dans les écoles, tant qu'elles existaient on enseignait aussi en grec. Les noms de Serbe, Albanais, Bulgare, Roumain avaient disparu du vocabulaire: La Turquie ne connaissant qu'un

peuple « le roummileti » (le peuple des Romains) et qu'un pouvoir pouvant le représenter : le patriarche et l'oligarchie de Phanar.

On comprend pourquoi la renaissance nationale des peuples balkaniques s'affirma tout d'abord par une lutte à outrance contre le clergé phanariste. Chassé de la Russie du Sud, de Transilvanie et de Boukovine, il le fut plus tard de la Serbie, de la Roumanie qui en 1864 confisqua les domaines immenses de main-morte que les couvents grecs avaient réussi à amasser. Enfin, en 1871, le Gouvernement turc fut forcé de reconnaître aussi l'autonomie de l'Église bulgare. Ainsi le clergé grec a perdu son pouvoir sur la grande majorité des Bulgares. Mais il le garda encore en Macédoine où continuaient les luttes entre esarchistes et patriarchistes, c'est-à-dire Bulgares appartenant à l'Église bulgare — que le patriarche a déclaré solennellement schismatique — et les patriarchistes, c'est-à-dire Bulgares reconnaissant l'autorité du patriarche, et allant dans les églises et écoles où le service divin et l'enseignement sont faits en grec.

Intéressante à noter est l'attitude de la Grèce proprement dite vis-à-vis du patriarche. Il fut un temps où le royaume des Hellènes a dû mener une rude bataille contre le Phanar qui, instrument vil dans les mains du gouvernement turc et ne poursuivant que ses intérêts, mettait des entraves à la constitution et au développement d'une Grèce libre. Ayant fait de l'ancien grec — inaccessible aux masses — un instrument de domination, Phanar persécutait les patriotes grecs qui voulaient mettre en usage dans la lettre le grec moderne appelé dédaigneusement par les phanariotes « la langue des épiciers de Zagora (1) ».

Cet antagonisme ne dura pas longtemps. Le nouveau royaume, dès qu'il fut constitué, dans son désir de s'agrandir au Nord, a trouvé dans le patriarchat un allié et un pionnier du panhellénisme.

A côté de la propagande grecque en Macédoine apparut aussi la propagande serbe. Ayant perdu, après le traité de Berlin, l'espoir de s'étendre du côté de la Bosnie, la Serbie fut acculée à chercher une issue sur la mer à travers la Macédoine et la vieille Serbie. D'où la nécessité de prouver que la Macédoine est serbe.

Le même caractère nationaliste avait pris peu à peu la lutte des Bulgares. Elle avait cessé depuis longtemps d'avoir pour objectif l'in-

(1) Ville en Thessalie.

térêt propre de la population bulgare de Macédoine et s'était transformée en lutte ouverte pour l'annexion de cette province à la Bulgarie.

La perspective d'un prochain partage de la Turquie avait provoqué chez les conducteurs de tous ces peuples une mentalité d'agents électoraux qui, la veille du combat décisif, cherchent à gagner le maximum de voix pour leur candidat. Aussi, Bulgares, Grecs, Romains ou Serbes n'avaient qu'un but : prouver que la majorité de la population est avec eux pour que la Macédoine leur soit cédée au moment du partage. Celui-ci étant supposé imminent, il ne fallait pas perdre de temps : il fallait, par tous les moyens : la persuasion, l'argent ou le poignard, forcer tel Macédonien à se déclarer bulgare ou grec. Enfin comme suprême argument, destiné à convaincre le monde extérieur, on présentait des statistiques fantaisistes.

V

On comprend combien le changement du régime en Turquie pourrait transformer la face des choses. Il amènera un dégrisement général. La course à l'annexion de la Macédoine, et qui n'était qu'une course à l'abîme, perdant beaucoup de son intérêt, les nationalités viendront à une appréciation plus saine de la réalité.

Il est juste de dire qu'une telle révolution ne se fera pas du jour au lendemain. Certaines survivances, des haines, des jalousies et des ressentiments exerceront encore quelque temps leur effet paralysant sur les peuples, mais la lutte entre eux perdra beaucoup de son acuité comme l'a perdu la lutte entre les diverses confessions religieuses avec la proclamation de la liberté des consciences. Les pays où l'égalité des confessions est une réalité, les partis ont cessé depuis longtemps de se classer d'après les convictions religieuses pour ne se tenir qu'à la communauté des intérêts économiques et politiques. De même c'est par une parfaite égalité entre les nationalités que la Nouvelle Turquie réussira à les souder toutes dans une nation commune au sein de laquelle vont surgir d'autres luttes — celles existantes chez les nations homogènes.

Un immense pas en avant dans cette voie aurait été la réforme de

l'enseignement. Dans la Turquie ancienne il a été abandonné à l'initiative des communautés religieuses. Chaque nationalité par des contributions volontaires et par des subventions que lui accordaient ouvertement ou secrètement les États balkaniques pourvoyait à ses propres écoles primaires, secondaires ou supérieures. De même pour l'entretien du culte. Il est superflu de dire combien cet état de choses entretenait et entretient la politique séparatiste des blocs nationaux.

Nous ne pouvons entrer ici dans les détails de la réforme qui s'impose, mais le but qu'elle va poursuivre doit être de créer l'école nationale, c'est-à-dire l'école entretenue par l'État ou les municipalités, tout en s'assurant que l'enseignement dans ses écoles se fait dans la langue de chaque nationalité.

Tant que le gouvernement turc ne sera pas en état de réaliser une telle réforme, toute tentative de détruire les blocs nationaux actuels ne sera qu'une violence inutile. Or c'est une tactique que doivent surtout éviter les jeunes Turcs. Il faut avouer que, malheureusement, ils commencent à se laisser entraîner sur cette pente de tous les gouvernements faibles. Aux élections législatives, autant en Macédoine qu'à Constantinople — ici contre les Grecs, là contre les Bulgares — ils ont usé, paraît-il, de procédés très peu recommandables pour se créer des majorités artificielles.

D'ailleurs, nous ne nous faisons aucune illusion : le nouveau régime en Turquie serait vite en péril, si son maintien ne dépendait que de la bonne volonté de tel ou tel groupement politique, surtout turc naturellement emporté vers un centralisme et un autoritarisme excessifs. Ceci n'autorise nullement la démocratie chrétienne à faire le jeu du nationalisme jeune-turc en continuant, de son côté, les anciens errements.

Voilà comment l'évolution intérieure de la Turquie, en supprimant une des causes — la principale — des querelles intestines entre les États balkaniques — autour de l'héritage Ottoman — déblaie le chemin d'une confédération entre eux. Elle apparaît comme une conséquence inévitable du progrès historique. La propagande en faveur de cette idée, en révélant leurs nouvelles destinées, habituera les nationalités en Turquie, et la nation turque elle-même, à se traiter avec plus de confiance et plus de tolérance dans leurs rapports mutuels.

VI

Ce qui a compliqué et exaspéré les luttes nationales en Orient, c'est l'intervention des puissances intéressées, pour exciter les peuples balkaniques l'un contre l'autre, en faisant miroiter à leurs yeux la possibilité d'agrandissement territorial, soit aux dépens de la Turquie, soit à leurs propres dépens.

Sous ce rapport, c'est la Russie qui a joué le rôle le plus néfaste. Il est vrai, comme nous l'avons remarqué dans notre dernier article (1), que, actuellement, l'Autriche cherche à se substituer dans ce rôle de troublion dans les Balkans. Mais si elle a réussi en partie, c'est encore grâce à l'appui de la Russie.

Pour poursuivre sa poussée irrésistible vers le sud — la Méditerranée — la Russie devrait conquérir la Turquie... Je ne parlerai pas des innombrables projets de partage de l'empire Ottoman que la Russie a voulu conclure ou a conclus avec l'Autriche, la France ou l'Angleterre. Ces projets ne pouvant pas aboutir à cause de l'impossibilité de partager Constantinople avec ses détroits — s'il y avait deux Constantinople, disait Wellington, la Turquie aurait disparu depuis longtemps, — et d'autre part, ne pouvant pas faire une guerre directe de conquête, la Russie a dû s'arrêter à la seule politique possible, celle de l'intervention permanente en Turquie en vue de la protection des chrétiens. Le résultat devait être l'affaiblissement et enfin la désagrégation de la Turquie.

Dans les vues de cette politique il entrait : 1) de ne pas permettre à la Turquie de se consolider par une réforme intérieure ; ceci enlèverait à la Russie le prétexte d'intervention ; — 2) de ne pas permettre aux États balkaniques, dont la création devrait être une étape vers leur conquête définitive par la Russie, de se fortifier par leur union. Ceci enlèverait à la Russie le droit de les protéger.

Aujourd'hui, après la publication de la correspondance de Midhad Pacha, faite tout récemment par son fils, nous savons les intrigues employées par le général Ignatief, l'ambassadeur russe d'alors à Cons-

(1) Cf. *Revue de la Paix*, numéro de novembre 1908. C. Racowski : *La Question d'Orient et les Puissances.*

tantinople, pour faire échouer la réforme constitutionnelle de 1876. Il se fit l'allié et le conseiller le plus chaud du parti vieux turc. Du reste, il ne s'en cachait pas. « La Russie considère l'octroi d'un parlement et d'une constitution en Turquie — disait-il à l'ambassadeur anglais, Sir Layard, qui s'empressait de communiquer cette conversation à son gouvernement par lettre du 30 mai 1876 — comme une offense et un acte de méfiance envers elle. L'existence d'une constitution turque est en elle-même une cause suffisante pour que nous déclarions la guerre à la Turquie. Nous ne consentirons jamais à être la dernière puissance en Europe sans institutions constitutionnelles. »

Quand, vingt ans plus tard, d'autres que la Russie voulurent protester contre les massacres des chrétiens en Turquie — les massacres des Arméniens en Asie Mineure — et introduire des réformes, le prince Lobanof répondit que les massacres sont de regrettables « incidents » et que quant à une réforme sérieuse, surtout à une autonomie de l'Arménie, la Russie ne veut pas en entendre parler : « Nous ne consentirons pas, disait-il à sir Frank Lessels, l'ambassadeur anglais à Pétersbourg, à la création en Asie Mineure, à la frontière turco-russe, d'une seconde Bulgarie. » Enfin, un an plus tard, quand de nouveaux massacres — les plus horribles peut-être que jamais l'histoire ait connus, ceux de Constantinople de 1896 — poussèrent l'Angleterre à proposer une intervention armée contre la Turquie, le ministre russe Schischkine répondait qu'on ne peut pas rendre le Sultan responsable de ces massacres et que « tout moyen de coercition contre lui répugnerait à S. M. le Tzar. »

Et si aujourd'hui la Russie se montre favorable au nouveau régime, c'est à contre-cœur, voyant en lui, pour le moment, le seul moyen pour conserver le *statu-quo* territorial en Orient, jusqu'au jour où elle serait en état de le détruire à son profit. On devine que la diplomatie russe a été toujours adversaire résolu d'une confédération balkanique. Ses représentants l'ont dit publiquement dans certains moments de franchise : « Beaucoup plus dangereuse pour nous serait — écrivait M. Tatischtcheff dans son livre *Du passé de la diplomatie russe* — la formation d'une fédération entre les trois États : la Serbie, la Roumanie et la Bulgarie... Elle nous aurait barré définitivement notre route vers les détroits et aurait servi d'arme puissante dans les mains de nos adversaires. »

Du reste toute la politique russe était comme hantée par cette crainte. Pour empêcher toute entente entre les peuples, elle semait

la division. A l'époque où sa politique était toute puissante en Bulgarie, elle l'a poussée à deux reprises dans une guerre contre la Serbie en 1883 et la Roumanie en 1885. Et les deux fois à propos d'une misérable question de délimitation de frontière. (A propos de la frontière de Bregovo avec la Serbie et d'Arab-Tabia avec la Roumanie). Des événements d'ordre intérieur et — dans le conflit avec la Roumanie, — la révolution de la Roumélie Orientale empêchèrent que les querelles prissent une tournure sanglante. Mais, quelques mois plus tard, les rôles étant renversés, la Bulgarie s'étant séparée de la Russie et la Serbie au contraire s'étant rapprochée d'elle, c'est cette dernière qu'elle poussa, en complicité avec l'Autriche, en guerre contre la Bulgarie. Dans notre dernier article, nous avons fait déjà allusion à la responsabilité de ces deux puissances dans la guerre serbo-bulgare de 1885.

Les preuves les voici :

A la conférence de Constantinople qui se réunit après la révolution de Roumélie, les représentants des grandes puissances, — leurs ambassadeurs dans la capitale turque — rédigèrent une déclaration de principes. Or, sur la demande de l'Autriche, appuyée par la Russie, on a exclu de cette déclaration tout ce qui pourrait être interprété comme un blâme adressé à la Serbie pour les préparatifs militaires qu'elle faisait. On a supprimé, entre autres, la phrase suivante : « C'est la volonté unanime des grandes puissances de faire respecter la paix sur *toute l'étendue* de la Péninsule Balkanique. »

Un autre fait :

La veille de la guerre, le gouvernement français fit aux puissances une proposition qui aurait pu empêcher les hostilités, à savoir une démarche collective à Belgrade qui mettrait en vue au gouvernement serbe qu'en cas d'attaque de la part de la Serbie « l'Europe n'empêcherait pas le sultan d'aller au secours de son vassal, le prince de Bulgarie ». A cette proposition, le Ministre des Affaires étrangères en Russie, M. Giers, répondit à l'ambassadeur français à Pétersbourg « qu'avant tout l'Europe doit enjoindre au prince Alexandre de retourner à Sofia, après quoi le roi Milan n'ayant plus aucune raison d'attaque se calmera. »

Non moins caractéristique est l'attitude que la Russie a eue pendant la guerre turco-grecque de 1897 et dans les luttes entre les nationalités en Macédoine. Un fait qu'avait communiqué M. Normann, le correspondant de *Daily Chronicle* à Athènes et que toute la presse

avait reproduit, c'est l'intervention de l'ambassadeur russe à Constantinople, M. Nelidov, pour faire échouer les négociations directes qui s'étaient engagées entre la Grèce et la Turquie. Le diplomate russe poussait ouvertement à la guerre et toute la presse officieuse avec *Novoé Vremja* en tête jubilait à l'idée que la « démagogie athénienne » recevra sa punition méritée. « La défaite de la révolution et de l'anarchie, écrivait ce journal dans le numéro du 29 mars 1897, ne peut que raffermir la monarchie et l'ordre. »

D'autre part, ceux qui ont suivi les affaires macédoniennes connaissent le rôle actif qu'ont joué les consuls russes dans les luttes locales. D'abord sympathiques aux Bulgares ils ont pris plus tard ouvertement le parti des Serbes. Particulièrement célèbre dans ce prosélytisme se montra le consul russe de Salonique, M. Iastreboff.

VII

« La Russie se sert de petits peuples comme de la petite monnaie qu'elle donne en pourboire à ses alliés. » Ces mots, d'un historien serbe, se justifient pleinement quand on connaît l'histoire de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche.

Nous avons observé déjà que ces deux provinces ont été promises, encore en 1876, à la prochaine curée turque par la Russie à l'Autriche, et que ce fait, resté longtemps secret, fut dénoncé pour la première fois par l'organe de Bismarck, *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* en 1887 (numéro du 27 avril). Quelques jours plus tard *Moscovskja Weidomoski* (numéro du 29 avril-11 mai) publiait un article de M. Tatischscheff qui, en qualité de secrétaire à l'ambassade russe de Vienne, avait assisté à la conclusion de cette convention secrète. Il confirmait le fait en faisant l'aveu suivant : « Je ne trahirai ni mon serment, ni la discrétion diplomatique en disant que, si cette convention avait été exécutée complètement, on pourrait affirmer avec certitude que la péninsule balkanique n'aurait pas donné aujourd'hui le triste spectacle de querelles interminables, de conflits sanglants et de soumission à l'influence étrangère; mais qu'au contraire l'influence de la Russie au sein des populations aurait été établie pour *toujours sur des bases larges et solides.* »

Le lecteur comprend que c'est une allusion directe au partage définitif d'une partie ou de la Turquie entière, entre la Russie et l'Autriche.

Un autre écrivain russe, M. Scalcovski, en polémiquant contre MM. Martens et Komarowski, qui exprimaient le vœu que la Bosnie et l'Herzegovine soient données à la Serbie et au Monténégro, remarque : « Ces savants publient, ou affectent d'ignorer que, indépendamment du traité de Berlin, la Russie s'était engagée non seulement à ne jamais demander à l'Autriche-Hongrie le retour des provinces occupées, mais encore de ne pas mettre d'entraves à l'occupation de la vieille Serbie. »

Si nous avons fait cette longue digression dans l'histoire diplomatique de l'Orient, c'est pour montrer qu'aujourd'hui la formation d'une confédération balkanique ne rencontrera plus d'adversaires aussi puissants et aussi implacables que dans le passé. La Russie, affaiblie après la défaite dans l'Extrême-Orient et entrée, comme après la guerre de Crimée, dans la phase du recueillement, ne peut plus, au moins pour longtemps encore, mener une politique agressive dans les Balkans. Peut-être même, voulant empêcher les progrès de l'Autriche, se résignerait-elle à voir éclore autour de la Mer Noire une nouvelle puissance. En même temps, malgré le recul du mouvement révolutionnaire, l'opinion publique en Russie, sympathique aux peuples des Balkans, n'est plus aussi inerte qu'autrefois.

Quant aux velléités de l'Autriche elles peuvent être facilement paralysées par l'action commune des peuples balkaniques. Ils trouveront dans l'empire même des Habsbourg de puissants défenseurs, tant auprès des nationalités qu'auprès de la puissante démocratie socialiste.

VIII

Quand, il y a plus d'un siècle, M. Vanderk père, dans le *Philosophe sans le Savoir* de Sedaine, disait, parlant des commerçants : « Nous sommes, sur la superficie de la terre, autant de fils de soie qui lient ensemble les nations et les ramènent à la paix, par la nécessité du commerce », il indiquait le moyen principal des rapprochements internationaux de notre époque. Restés très arriérés au point de vue économique, les pays balkaniques, producteurs de céréales et de matières

premières, se trouvent en contact avec les grands pays industriels, et très peu entre eux. Ceci a incontestablement retardé de beaucoup leur entente. Une exception existe avec les rapports commerciaux entre la Turquie et la Bulgarie. Cette dernière écoule sur le marché turc, et particulièrement sur celui de Constantinople, non seulement ses produits agricoles et ses bestiaux, mais encore quelques-uns de ses produits industriels. Et nous croyons que c'est surtout à ce fait, c'est-à-dire à la crainte d'une crise commerciale qui aurait suivi une guerre. que nous devons la solution pacifique du conflit turco-bulgare. Et c'est dans le développement vif et permanent des rapports commerciaux entre tous les États balkaniques que consiste aussi un des moyens les plus efficaces de leur rapprochement sur le terrain de la politique et de la culture.

Nous croyons avoir énuméré les causes principales qui ont retardé l'entente balkanique. La nécessité, pour eux, de se créer une individualité nationale, chose déjà atteinte, le chauvinisme qui venait de se greffer sur cette lutte légitime, chauvinisme qui est déjà en baisse; les intrigues des grandes puissances que des événements imprévus ont rendues inoffensives. A côté de ces facteurs principaux, les ambitions des chefs d'État qui veulent se poser en Louis XIV, l'incapacité des hommes politiques et des partis, dont l'activité dans ces pays n'est pas encore suffisante ~~sans~~ sous le contrôle direct du peuple, sont relativement peu de chose. Rois et gouvernements seront forcés de plier devant les nécessités des temps et la volonté de leurs nations. Ceci d'autant plus que les nouvelles conditions extérieures créées à tous les peuples balkaniques ne laissent plus une aussi grande place aux combinaisons obscures, où souvent, sous prétexte de défendre l'indépendance du pays, les détenteurs du pouvoir défendaient leurs intérêts, soit dynastiques soit de parti.

Il est inutile de dire qu'une confédération balkanique ne peut se fonder qu'en vue d'une politique défensive. Son but principal c'est la défense de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des peuples qui en feront partie. A l'époque où en Turquie régnait l'absolutisme homidien, elle aurait été forcément exclue d'une telle constellation politique. L'admettre aurait signifié garantir au Sultan et à sa camarilla le pouvoir et l'impunité. Aujourd'hui encore, pour que la Turquie soit tout à fait au niveau de son grand rôle, la revision s'impose dans un sens largement démocratique de la Constitution de

1876, qui avec son système électoral censitaire et son Sénat, nommé à moitié par le Sultan, tient peu compte de la volonté populaire.

Nous ne voulons pas terminer cet exposé sans dire quelques mots des tentatives faites jusqu'à présent en vue de l'entente balkanique. En dehors des efforts des socialistes, qui dans tous ces pays ont été les pionniers les plus fidèles et les plus constants d'une Confédération, il faut noter quelques faits d'initiative privée ou gouvernementale. Parmi ces derniers, notons, d'abord, les démarches de Tricongris, ancien ministre grec qui, durant un voyage en Bulgarie vers 1887, aurait proposé à Stambouloff de travailler ensemble pour la réalisation d'une Confédération balkanique. Mais on assure que le dictateur bulgare aurait dévoilé cette conversation au gouvernement turc, en échange de quoi il obtint la nomination de deux évêques bulgares en Macédoine. En 1897, il y a une tentative d'entente entre la Bulgarie et la Serbie. Durant sa visite à Sofia, le roi Alexandre traita, avec le prince Ferdinand, le partage de la Macédoine entre ces deux pays, prenant comme ligne de séparation la rivière de Vardar. Ce projet, heureusement, resta sans lendemain. Mais ce qu'il faut regretter, c'est l'échec du projet de l'Union douanière serbo-bulgare de 1906. On sait que c'est l'Autriche qui s'y opposa.

Après le départ du prince Batemberg, les Bulgares se seraient adressés au roi de Roumanie pour lui proposer aussi la couronne de Bulgarie. Il a refusé. Du reste il est très peu probable que la Russie, à ce moment-là, aurait consenti à la création d'un royaume roumano-bulgare.

L'initiative privée n'a fait, jusqu'à présent, aucune tentative sérieuse dans cette direction. Après la révolution turque seulement, il s'est formé à Sofia un comité d'entente turco-bulgare présidé par l'ancien ministre, M. Natchevitch. On sait que pendant la crise, ce comité a travaillé avec les délégués de la jeune-Turquie, arrivés à Sofia, en vue de l'aplanissement du conflit.

Souhaitons que ces initiatives deviennent fréquentes et que dans tous les pays balkaniques se forment des comités en vue de l'entente balkanique si nécessaire et si utile.

MAYENNE, IMPRIMERIE CH. COLIN

MAYENNE, IMPRIMERIE CH. COLIN

rue Boulard 29